

L'an deux mille vingt-trois, le 24 avril à 19h,

Le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 20 avril 2023, a tenu une réunion en session ordinaire, sous la présidence de M. Christophe AUBERT.

Etaient présents en séance : Christophe AUBERT, maire,

Eric GRAVIER, Agnès ARGENTIER, Françoise MOREAU, adjoints,

Pierre BALME, maire délégué de Venosc.

Marie-Hélène COING, maire déléguée de Mont de Lans.

Laurent GIRAUD, Jean-Luc BISI, Céline VALETTE, Fabien VEYRAT, Enrica TASSO, conseillers municipaux.

Etaient absents ou excusés : Stéphane VAISSIERES, Marion ROLLAND.

Etaient représentés dans le cadre d'une procuration :

Hervé LESCURE donne pouvoir à Françoise MOREAU

Anne MILLET donne pouvoir à Marie-Hélène COING.

Secrétaires de séance : Céline VALETTE et Jean-Luc BISI

Monsieur le maire ouvre la séance et précise qu'il a reçu le pouvoir d'Hervé Lescure qu'il donne à Françoise Moreau et celui d'Anne Millet pour Marie-Hélène Coing.

Après qu'ils aient présenté leurs candidatures, Céline Valette et Jean-Luc Bisi sont désignés secrétaires de séance.

La séance se poursuit par la présentation des décisions prises dans le cadre des délégations du maire consenties par le conseil municipal

2023-080	Déclaration préalable pour travaux de réaménagement des locaux du Centre technique municipal
2023-081	convention survol RM - parcelle 534 AE 0038 - Michel RAMEL
2023-082	convention survol RM - parcelle 253 B 1740 - Michel RAMEL
2023-083	convention survol RM - parcelle 253 B 1739 - Michel RAMEL
2023-084	contrat location meublé Clément JANVIER

Délibération n° 2023-085

Objet : Modalités d'indemnisation des sociétés SAS XV et Le Dragon suite au jugement du Tribunal Judiciaire

Monsieur le maire expose à l'assemblée que suite à la requête introduite par Madame Nadège Dumoulin (sociétés SAS XV et SAS DRAGON) pour obtenir réparation du préjudice qu'elle estime avoir subi dans le cadre de la vente par la commune des locaux du centre d'animation, le Tribunal judiciaire, par jugement en date du 12 décembre 2022, a condamné la commune comme suit :

- **CONDAMNE** la Commune LES DEUX ALPES pour dol.
- **ANNULE** le contrat de vente immobilière en date du 10 juillet 2017, passé entre la SAS XV et la Commune LES DEUX ALPES ;
- **ORDONNE** la restitution des locaux constitués par l'ancien lot n°111 de l'immeuble Centre d'Animation sis à la Commune LES DEUX ALPES ;
- **CONDAMNE** la Commune LES DEUX ALPES à restituer le prix de vente, à hauteur de 150.000 euros, à la SAS XV, assorti des intérêts au taux légal à compter de la mise en demeure en date du 11 octobre 2019 et ordonne la capitalisation des intérêts par année échue ;
- **CONDAMNE** la Commune LES DEUX ALPES à relever et garantir la SAS XV de cette condamnation à l'égard de la SA CIC LYONNAISE DE BANQUE s'agissant du capital restant dû au jour du jugement, déduction faite du prix de vente (150.000 euros restitués à l'acquéreur), soit une garantie sur la somme

de 70.000 euros outre intérêt conventionnel à 2% à compter du jugement jusqu'à complet paiement de la somme en principal soit à la SAS XV, soit pour son compte auprès de la banque ;

- **CONDAMNE** la Commune LES DEUX ALPES à relever et garantir la SAS DRAGON des condamnations à l'égard de la banque s'agissant du capital restant dû au jour du jugement, déduction faite du prix de vente assorti de l'intérêt conventionnel à hauteur de 1,53% l'an à compter du jugement et jusqu'à complet paiement auprès de la SAS DRAGON ou pour son compte auprès de la banque ;
- **CONDAMNE** la Commune LES DEUX ALPES à payer à la SA XV, les intérêts réglés sur les sommes échues à la date du jugement depuis le début de l'amortissement du prêt selon décompte à parfaire de la SA CIC LYONNAISE DE BANQUE ;
- **CONDAMNE** la Commune LES DEUX ALPES à payer à la SA XV, la somme de **129.832,80 euros** à titre de dommages et intérêts ;
- **CONDAMNE** la Commune LES DEUX ALPES à payer à la SAS DRAGON, les intérêts réglés sur les sommes échues à la date du jugement depuis le début de l'amortissement du prêt selon décompte à parfaire de la SA CIC LYONNAISE DE BANQUE ;
- **CONDAMNE** la Commune LES DEUX ALPES à payer à la SAS DRAGON, la somme de **154.354,42 euros** à titre de dommages et intérêts ;
- **DEBOUTE** la Commune LES DEUX ALPES de sa demande en indemnité d'occupation ;
- **CONDAMNE** la Commune LES DEUX ALPES à régler à la SA XV et à la SAS DRAGON, la somme de **2.500 euros** chacune, et à la SA CIC LYONNAISE DE BANQUE, la somme de **1.500 euros** en application des dispositions de l'article 700 du Code de procédure civile ;
- **CONDAMNE** la Commune LES DEUX ALPES aux entiers dépens,

Monsieur le maire tient à rappeler que la situation date de 2017 et a été engendrée suite à certaines décisions adoptées par la précédente municipalité dont les conséquences sont néanmoins aujourd'hui portées par la municipalité actuelle qui a décidé de recourir à la voie amiable pour mettre un terme définitif au différend.

Après plusieurs échanges, les parties ont accepté des concessions, réciproques et de ce fait, en application des articles 2044 à 2052 du Code Civil, ont entendu mettre un terme au litige né entre elles en concluant un protocole transactionnel par lequel la commune s'engage à régler, le jour de la signature du protocole une indemnisation de 55.310 € au titre des charges réglées par la SAS LE DRAGON et une indemnisation de 15.980 € HT au titre des frais de procédure engagés. En contrepartie, les sociétés XV et LE DRAGON renoncent à l'ensemble des termes du Jugement.

Après en avoir débattu, l'assemblée, à l'unanimité, avec l'abstention de Céline Valette et Pierre Balme qui ne prend pas part au vote, approuve de conclure un protocole transactionnel avec Mme Nadège Dumoulin.

Délibération n° 2023-086

OBJET : Commune déléguée de Venosc - carrière des Ougiers – Convention de partenariat

Rapporteur : Pierre BALME

La société Carrières et Matériaux du Sud-Est (CMSE) a obtenu par arrêté préfectoral du 9 juin 2021, l'autorisation de renouveler et étendre l'exploitation de la carrière qu'elle exploite aux Ougiers, sur la commune déléguée de Venosc. Toutefois, à la suite de deux requêtes en référé suspension déposées par les associations France Nature Environnement Isère et Biodiversité Sous Nos Pieds, l'arrêté préfectoral a été suspendu par ordonnance du juge des référés du Tribunal administratif de Grenoble en date du 4 octobre 2021.

La société a déposé un recours devant le Conseil d'Etat mais par décision du 30 décembre 2021, le pourvoi a été rejeté.

Par suite et à l'initiative des élus du Département et de la commune, les différentes parties ont décidé d'engager une concertation et plusieurs réunions ont permis de faire ressortir les éléments suivants :

- La nécessité de procéder à la protection du village de Venosc vis-à-vis des aléas naturels devient un objectif prioritaire,
- La carrière des Ougiers est la seule carrière industrielle de l'Oisans capable d'alimenter en circuit court le marché de l'Oisans en granulats,

- Une meilleure prise en compte de la biodiversité et du paysage est une préoccupation prioritaire et partagée dans le contexte du Parc National des Ecrins,
- Pour garantir la compatibilité de ces quatre objectifs, un comité de pilotage réunira les différentes parties pendant la durée de l'autorisation.

Ces objectifs forment un nouveau projet :

- Les Parties soutiennent le projet de création d'un piège à cailloux destiné à la protection du hameau des Ougiers vis-à-vis des aléas naturels (avalanches, crues torrentielles et chutes de blocs rocheux) et conviennent que la mise en sécurité du hameau peut se faire par une exploitation adaptée de la carrière des Ougiers exploitée par CMSE.
- Les Parties soutiennent le projet de maintenir voire de favoriser l'habitat du papillon Apollon sur le site de la carrière, avec notamment les dispositions spécifiques et leur suivi par un comité de pilotage concernant le papillon Apollon mentionnées dans l'arrêté d'autorisation du 9 juin 2021. La CMSE procédera à des campagnes d'hydroseeding pour favoriser la réintroduction des orpins et des jubarbes nécessaires à la reproduction de l'Apollon. Ces campagnes auront lieu par étages successifs au fur et à mesure de l'abaissement des tranches d'exploitation de chaque phase. Le COPIL sera amené à se prononcer sur l'avancement de cette mesure.
- Les Parties s'accordent sur les modifications suivantes à apporter à l'arrêté préfectoral tel qu'il a été autorisé le 9 juin 2021 :
 - ramener la durée autorisée de 30 ans à 20 ans,
 - réduire la surface autorisée en extension en 2021 d'un tiers environ. La surface autorisée en extension sera ramenée de 16,9 ha à 11,6 ha, CMSE renonçant à 4,5 ha de l'extension autorisée en 2021, en plus des 0,7 ha de Bois Conservés compris dans le périmètre autorisé. L'emprise totale de la carrière sera de 15,8 ha, considérant les 3,4 ha autorisés en renouvellement (cf. plan en annexe 1).
 - de réduire le volume brut global autorisé à 2,4 millions de mètres cubes contre 3,6 initialement autorisés.
 - de réduire la production annuelle maximale de 250 Kt/an à 230 Kt/an pour la ramener au niveau de la production annuelle moyenne.
- Le nouveau projet permettra aussi d'accueillir localement des remblais inertes en vides de fouille correspondant aux besoins de l'Oisans appréciés à hauteur de 30 000 t/an, en ce qui concerne les travaux liés au BTP et au PAPI (Programme d'Action de Prévention des Inondations) de la Romanche.
- La protection du hameau des Ougiers a été étudiée en 2017 par le RTM. Une étude complémentaire a été réalisée en 2022 suivant un cahier des charges présenté par CMSE et validé par FNE 38. Les conclusions de cette étude ont été présentées en réunion de concertation le 12/12/2022. Elles mettent en évidence la nécessité d'exploiter la roche mère afin de garantir sur le long terme la protection du hameau des Ougiers. L'apport de matériaux inertes pour le remblaiement du carreau final du site est aussi déterminant afin de stopper l'inertie des blocs.

Les parties ont souhaité formaliser ces accords ainsi que les moyens et garanties mis en œuvre dans une convention de partenariat, soumise à l'avis de l'assemblée délibérante, étant précisé que la signature de ladite convention conditionne le retrait des recours formés par les associations FNE 38 et BSNP.

L'assemblée approuve à l'unanimité de conclure ladite convention de partenariat.

Délibération n° 2023-087

Objet : Lancement d'une procédure en vue de l'attribution d'un contrat de concession portant sur l'aménagement, l'équipement, l'exploitation et l'entretien du chalet-refuge La Fée

Monsieur le Maire rappelle que la commune est propriétaire sur son territoire, d'un bâtiment dénommé « Chalet Refuge de la Fée » situé sur la parcelle cadastrée n°96 de la section E et relevant de son domaine privé.

L'exploitation de ce bâtiment a initialement été confiée à des tiers, à compter de la saison d'hiver 1996/1997, par la voie d'un bail emphytéotique administratif et d'une convention d'occupation provisoire afin de procéder

à son aménagement et à son exploitation en restaurant d'altitude. D'importants travaux de rénovation, d'aménagement et d'agrandissement ont alors été menés dans ce cadre par les titulaires de ces contrats afin de donner au restaurant sa configuration actuelle.

En août 2022, la commune a lancé une procédure de mise en concurrence en vue de confier l'exploitation de cet équipement à un tiers par le biais d'une convention de concession de service. Celle-ci a toutefois été déclarée infructueuse le 7 septembre 2022.

Le calendrier ne permettant pas de relancer et de mener à terme une nouvelle procédure de mise en concurrence avant le début de la saison hivernale, la commune de Les Deux Alpes a conclu une nouvelle convention d'occupation précaire en vue de permettre l'ouverture du Chalet-Refuge de la Fée pour la saison hivernale 2022/2023. Ce dernier titre d'occupation arrivant à expiration le 31 mai 2023, la commune de Les Deux Alpes entend relancer une consultation visant à l'attribution d'un contrat de concession de service pour l'exploitation de cet équipement.

Certaines adaptations sont demandées par l'assemblée

- Redevance minimale sur le chiffre d'affaires fixée à 3% qui vient s'ajouter à la part fixe de 20 K€ pour le foncier
- Travaux d'entretien fixés à 120 000 €HT.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve, à l'unanimité et avec l'abstention de Céline Valette, le principe de recourir à un contrat de concession de service pour l'aménagement, l'équipement, l'exploitation et l'entretien du Chalet-Refuge de la Fée et les caractéristiques essentielles des prestations qui seront mises à la charge du futur concessionnaire, telles qu'elles ont été détaillées en séance.

Délibération n° 2023-088

Objet : Zone Artisanale des Ougiers - Aliénation du lot G au profit de la SCI GALURO

Suite à l'acquisition du lot C dans la Zone Artisanale Les Ougiers, la société ALP BLANC a souhaité acquérir une autre parcelle cadastrée section 534 A n° 0790, dénommée lot G, pour y réaliser le stationnement nécessaire à son entreprise.

La commune propose de lui vendre le lot G, d'une surface de 1 482 m², au tarif de 35 €HT/m², pour un coût total de 51 870 €HT étant précisé que la parcelle sera grevée d'une servitude non aedificandi et d'une interdiction d'étanchéifier le sol.

M. Gaspard Neyraud, gérant de la société, a accepté ces conditions qui sont désormais soumises à l'avis du conseil municipal et après en avoir délibéré, l'assemblée approuve la cession à la SCI Galuro, du lot G étant précisé que la parcelle sera grevée d'une servitude non aedificandi et ne pourra pas être étanchéifiée.

Délibération n° 2023-089

Objet : Déclaration d'Utilité Publique « GOLF » - acquisition amiable de la parcelle 235 AL 141

Au cours de la séance du 27 février 2023, le conseil municipal a approuvé l'acquisition de plusieurs parcelles que les propriétaires ont accepté de vendre à la commune dans le cadre du projet de développement et de pérennisation du golf.

Parmi les parcelles appartenant à Mmes Nicole Martin, Véronique Martin, Caroline Martin, Virginie Martin, la parcelle cadastrée 253 section AL n°141 a été oubliée dans la liste. Pour pouvoir acquérir ladite parcelle, il est nécessaire de corriger l'erreur matérielle, étant précisé que le coût global de 15 023.68 € reste inchangé.

Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve l'acquisition à l'amiable de la parcelle 253 AL n° 141.

Délibération n° 2023-090

Objet : Acquisition de la parcelle 534 A 0049 auprès de la succession Marie GIRAUD née TURC

Dans le cadre de la régularisation foncière des travaux du « Tourne à gauche » sur la commune déléguée de Venosc, il est proposé au conseil municipal d'acquérir la parcelle cadastrée 534 section A n° 0049, située au lieudit Les Ougiers, d'une superficie de 1 500 m², appartenant à la succession de Madame Marie Giraud née

Turc. Ses filles, Marie-Pierre GERSTCH, Murielle MAURO et Catherine GIRAUD ont accepté de vendre la parcelle à la commune, pour un coût total de 2 280 €.

Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve l'acquisition de la parcelle 534 A n° 0049.

Délibération n° 2023-091

Objet : Commune déléguée de Mont de Lans - Désaffectation de l'ancienne école de Cuculet

Dans le cadre de sa politique de logement, la commune souhaite proposer à la vente, les locaux de l'ancienne école de Cuculet, située sur la commune déléguée de Mont de Lans.

Conformément à l'article L.2141-1 du Code général de la propriété des personnes publiques qui dispose que le bien d'une personne publique qui n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public, ne fait plus partie du domaine public à compter de l'intervention de l'acte administratif constatant son déclassement, il est rappelé à l'assemblée que préalablement au déclassement permettant par suite, l'intégration du bien dans le domaine privé communal, le conseil municipal doit approuver la désaffectation du bâtiment.

Le conseil municipal approuve à l'unanimité la désaffectation des locaux de l'ancienne école de Cuculet.

Délibération n° 2023-092

Objet : Budget principal – Décision modificative n° 2

Monsieur le Maire expose au conseil municipal qu'il convient d'effectuer les ajustements budgétaires ci-dessous dans le cadre de la décision modificative n°2 du budget principal 2023 :

Désignation	Dépenses ⁽¹⁾		Recettes ⁽¹⁾	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-023 : Virement à la section d'investissement	0,00 €	621 000,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 023 : Virement à la section d'investissement	0,00 €	621 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-65888 : Autres charges diverses de gestion courante	0,00 €	651 000,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante	0,00 €	651 000,00 €	0,00 €	0,00 €
R-7815 : Reprises prov pour risques et charges de fonctionnement courant	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 272 000,00 €
TOTAL R 78 : Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 272 000,00 €
Total FONCTIONNEMENT	0,00 €	1 272 000,00 €	0,00 €	1 272 000,00 €
INVESTISSEMENT				
R-021 : Virement de la section de fonctionnement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	621 000,00 €
TOTAL R 021 : Virement de la section de fonctionnement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	621 000,00 €
D-21321 : Constructions immeubles de rapport	0,00 €	621 000,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	0,00 €	621 000,00 €	0,00 €	0,00 €
Total INVESTISSEMENT	0,00 €	621 000,00 €	0,00 €	621 000,00 €
Total Général		1 893 000,00 €		1 893 000,00 €

Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve les modifications budgétaires susvisées.

Délibération n° 2023-093

Objet : Reprise d'une provision antérieure

Monsieur le Maire expose à l'assemblée qu'une provision d'un montant de 1 500 000 € a été constituée en 2022 afin de prévenir une dégradation de la situation financière de la commune dans le cadre des risques contentieux. Cette provision à caractère semi-budgétaire permet une mise en réserve de la provision dans les comptes du Comptable des Finances Publiques. Elle reste disponible pour financer l'éventuelle charge par une reprise de la provision au budget.

Dans l'attente d'un vote, devant intervenir au plus tard le 30 juin 2023, du compte financier unique (CFU), du budget supplémentaire 2023 et de la reprise des excédents de fonctionnement de l'exercice 2022 estimés à 4 893 373 €, il convient d'effectuer une reprise partielle à hauteur de 1 200 000 € de la provision constituée.

Cette reprise partielle doit permettre à la Commune d'indemniser la société le Panoramic dans le cadre de la résiliation anticipée du contrat de bail emphytéotique administratif pour motif d'intérêt général à compter du 30 avril 2023 dans le cadre de la construction du téléphérique 3S sur l'emprise occupée par le PanoBar, établissement exploité par la société le Panoramic. Il convient également d'ajouter 72 000 € à la reprise partielle, pour la porter à 1 272 000 €, afin d'être en mesure d'indemniser (55 310 € au titre des charges réglées par la SAS LE DRAGON et 15 980 € au titre des frais de procédure engagés) la société XV et la société Le Dragon dans le cadre d'un protocole transactionnel conclu entre la Commune et Madame Nadège Dumoulin.

L'assemblée délibérante, à l'unanimité, approuve la reprise partielle de 1 272 000 € sur la provision de 1 500 000 € constituée en 2022.

Délibération n° 2023-094

Objet : Création de poste

Monsieur le Maire soumet à l'avis du conseil municipal, la création d'un poste supplémentaire pour renforcer les effectifs de la police municipale. Cet emploi sera pourvu par un fonctionnaire de catégorie C, au grade de Gardien-Brigadier.

L'assemblée décide à l'unanimité, de créer un poste de Gardien-Brigadier de police municipale, à temps complet, à compter du 1^{er} juin 2023.

Avant de clore la séance, Monsieur le maire informe l'assemblée que la commune souhaite déposer le permis de construire du restaurant le Panobar, notamment pour préserver son droit à construire. En parallèle, la commune sollicitera l'accompagnement du cabinet LexCase pour établir le cahier des charges relatif à la consultation à lancer pour l'exploitation du nouveau restaurant.

L'ordre du jour terminé, la séance est levée à 20h42.

Le maire, Christophe AUBERT



Les secrétaires de séance

Céline VALETTE

A blue ink signature, likely belonging to Céline Valette, written in a cursive style.

Jean-Luc BISI

A black ink signature, likely belonging to Jean-Luc Bisi, written in a cursive style.